



**L'INITIATIVE DE L'OCDE POUR UN INVESTISSEMENT AU SERVICE DU  
DÉVELOPPEMENT : RAPPORT D'AVANCEMENT PAR  
LE COMITÉ DE L'INVESTISSEMENT**

*28 avril 2005*

*L'Initiative de l'OCDE pour un investissement au service du développement soutient les efforts durables déployés par les pays en développement pour attirer et générer des investissements plus massifs et de meilleure qualité. Résultant d'une proposition de la Réunion ministérielle de l'OCDE de mai 2003, l'Initiative a été incorporée dans le Programme de travail et budget de l'Organisation en octobre 2003, et a été lancée par le Comité de l'investissement de l'OCDE à Johannesburg en novembre 2003, à l'occasion du Forum mondial sur l'investissement international.*

*Le rapport d'étape ci-joint décrit les travaux consacrés au Cadre de politiques pour l'investissement. Le Cadre est non contraignant. Il établit une liste de questions destinée à un environnement favorable à l'investissement intérieur et étranger. Le rapport note également les avancées réalisées dans le cadre de l'Initiative du processus de renforcement des capacités par les méthodes d'apprentissage par les pairs et renvoie aux travaux menés conjointement avec le CAD sur l'utilisation de l'APD pour renforcer la mobilisation de l'investissement au service du développement.*

*Des questions éventuelles concernant cette initiative peuvent être adressées à Michael Gestrin et Takeshi Koyama, Division de l'investissement, Direction des affaires financières et des entreprises.*

**L'INITIATIVE DE L'OCDE POUR UN INVESTISSEMENT AU SERVICE DU  
DÉVELOPPEMENT : RAPPORT D'AVANCEMENT PAR  
LE COMITÉ DE L'INVESTISSEMENT**

***L'investissement au service du développement : la contribution de l'OCDE à une entreprise mondiale***

<p><i>Le Consensus de Monterrey a recommandé une mobilisation de l'investissement privé...</i></p>	<p>Dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, les dirigeants du monde entier se sont engagés, en 2000, à ne ménager « aucun effort pour délivrer [leurs] semblables – hommes, femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant qui touche actuellement plus d'un milliard de personnes ». En 2002, le Consensus de Monterrey des Nations Unies est venu en renfort de cette ambition en assignant à la mobilisation de l'investissement privé, aussi bien intérieur qu'étranger, un rôle fondamental dans la réalisation d'objectifs majeurs en matière de développement, y compris des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).</p>
<p><i>...mais les flux de capitaux, qu'ils soient intérieurs ou internationaux, sont toujours loin de répondre aux besoins en matière de développement</i></p>	<p>A seulement une décennie de l'échéance fixée à 2015 pour la réalisation des OMD, les travaux de l'OCDE et d'autres activités entreprises avec des pays non Membres permettent d'affirmer que de nombreux objectifs ne pourront être atteints sans une hausse spectaculaire et rapide de l'investissement dans les pays en développement. L'Afrique, à l'instar de la plupart des pays les moins développés de la planète, demeure en marge des flux d'investissements, qui n'ont commencé à affluer en Inde qu'au cours des dernières années. La Chine même, premier bénéficiaire mondial de l'investissement direct étranger, n'en reçoit, de la part des pays de l'OCDE, qu'une proportion modeste comparée à sa taille. S'agissant des économies en transition, la Fédération de Russie a ouvert davantage son économie à l'investissement étranger mais continue à n'attirer que des flux peu abondants d'investissements internationaux.</p>
<p><i>Le renforcement des capacités d'attirer l'investissement nécessite un engagement durable ...</i></p>	<p>Le renforcement des capacités dans un vaste éventail de domaines qui contribuent à instaurer un environnement propice à l'investissement est une entreprise de longue durée qui, bien souvent, ne porte ses fruits que des années après la mise en place des réformes. Ce sont ces raisons qui expliquent en partie pourquoi les pays en développement et les pays développés ont pris conscience de la nécessité de renforcer la coopération sur les questions d'investissement, tel que préconisé dans le Consensus de Monterrey.</p>
<p><i>...que l'Initiative de l'OCDE pour un investissement au service du développement entend</i></p>	<p><i>L'Initiative de l'OCDE pour un investissement au service du développement</i> soutient les efforts durables déployés par les pays en développement pour attirer et générer des investissements plus massifs et de meilleure qualité. Résultant d'une proposition de la Réunion ministérielle de l'OCDE de mai 2003, l'Initiative a été lancée par le Comité de l'investissement de l'OCDE à Johannesburg, en novembre 2003, à l'occasion du Forum mondial</p>

<i>soutenir.</i>	sur l'investissement international. L' <i>Initiative</i> a par la suite reçu un nouveau soutien appuyé lors du Forum mondial 2004 qui s'est tenu en Inde. Elle se compose de trois projets étroitement liés : i) l'élaboration d'un <i>Cadre de politiques pour l'investissement</i> ; ii) le renforcement des capacités stratégiques d'après les méthodes d'apprentissage par les pairs de l'OCDE ; et iii) l'utilisation plus efficace de l'APD pour soutenir les efforts des pays partenaires visant à mobiliser l'investissement privé.
------------------	---

**Une collaboration étroite entre les pays Membres et non-Membres pour faire progresser le *Cadre de politiques pour l'investissement***

<i>Un outil non contraignant destiné à améliorer le climat de l'investissement...</i>	Les partenaires membres et non membres sont convenus de concevoir le <i>Cadre de politiques pour l'investissement</i> comme une liste de questions à l'appui des efforts déployés par les pouvoirs publics pour instaurer un environnement propice à l'investissement intérieur et étranger et qui accentue les retombées positives de l'investissement sur la société. Ce <i>Cadre</i> tient compte de la nécessité d'adopter une approche flexible et non contraignante car les pays ont des besoins différents en fonction de leur niveau de développement. Il pourrait également faire office de cadre de référence pour les autres organisations internationales, les agences de promotion de l'investissement et les donateurs qui aident les pays en développement à améliorer leur climat de l'investissement, et assister les entreprises, les syndicats et les organisations non gouvernementales dans leur dialogue avec les pouvoirs publics.
<i>... est en cours d'élaboration dans le cadre d'un processus de partenariat.</i>	Un Groupe de travail, auquel peut participer tout pays intéressé, qu'il soit Membre ou non-Membre, a été créé pour superviser l'élaboration du <i>Cadre</i> . En plus du Chili, de l'Argentine, du Brésil et des six autres pays non-Membres qui ont adhéré à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, la Chine, l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud et d'autres pays non-Membres influents ont participé aux réunions du Groupe de travail et à ses consultations régionales analysis (Annexe 1). Un site Internet dédié et un groupe de discussion électronique ont été mis en place afin de diffuser, au fur et à mesure de leur rédaction, les documents et les contributions des membres du Groupe de travail, de façon à garantir une participation optimale de la totalité des gouvernements concernés.
<i>Une approche globale de cohérence des politiques ...</i>	Le Groupe de travail a mis en évidence neuf domaines de l'action publique qui constitueront le <i>Cadre</i> : la politique de l'investissement ; les mesures destinées à promouvoir et à faciliter l'investissement ; la politique commerciale ; la politique de la concurrence ; la politique fiscale ; le gouvernement d'entreprise et la responsabilité des entreprises (et de manière plus générale, l'intégrité des marchés) ; la valorisation des ressources humaines ; le développement de l'infrastructure ; et la gouvernance publique. Parallèlement à l'examen de l'action des pouvoirs publics dans les pays partenaires, l'apport de la collaboration internationale, y compris par l'intégration régionale, ainsi que l'action des pouvoirs publics dans les pays des donateurs, dont la mise en application réelle d'instruments de l'OCDE tels que la Convention sur la lutte contre la corruption et les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, sont également abordés.

<p><i>...qui s'appuie sur la contribution de divers acteurs de l'action publique.</i></p>	<p>Le Groupe de travail s'appuie sur l'expertise des Comités des échanges, de la concurrence, des affaires fiscales et de la gouvernance publique, ainsi que du Groupe de direction sur le gouvernement d'entreprise et d'autres organes de l'OCDE dont les activités présentent un intérêt pour l'élaboration du <i>Cadre</i>. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) contribue au renforcement de sa composante développement. Les chapitres consacrés à la politique commerciale et à la concurrence étaient en passe d'être terminés en avril 2005, y compris les questions de politique commerciale à l'intention des gouvernements des pays partenaires et le rôle des autorités de la concurrence dans l'analyse d'impact de la réglementation sur l'investissement (Annexe 2).</p>
<p><i>Les travaux abordent une phase déterminante</i></p>	<p>Des projets de liste seront élaborés pour les neuf domaines d'action d'ici octobre 2005, date du Forum mondial sur l'investissement international qui aura lieu au Brésil, au moyen du processus de consultation de grande envergure décrit ci-dessus. L'objectif est de finaliser le <i>Cadre</i> pour la prochaine réunion de l'OCDE au niveau des Ministres. A l'issue de cette première phase, les travaux menés en partenariat avec la Banque mondiale et d'autres organisations débiteront alors et viseront à promouvoir l'utilisation du <i>Cadre</i>, que ce soit à des fins d'auto-évaluation par un pays, pour des examens régionaux par les pairs ou lors de dialogues dans des enceintes internationales. Ce <i>Cadre</i> s'entend comme un outil évolutif, et pourra être remanié en fonction de l'évolution de la situation et des besoins de ses utilisateurs.</p>

**L'existence de principes d'action communs a été illustrée par la concertation et le renforcement des capacités**

<p><i>L'Initiative a stimulé l'élaboration de programmes de coopération avec les non-membres en matière de politique de l'investissement</i></p>	<p>L'<i>Initiative</i> témoigne également de la volonté de l'OCDE de mieux faire profiter les pays non-Membres de sa longue expérience en matière d'apprentissage par les pairs et d'approches consensuelles pour élaborer des « pratiques optimales » et renforcer les capacités de mise en œuvre. Les programmes de coopération portant sur la politique de l'investissement se sont intensifiés et ont recours à des approches transversales pour instaurer un environnement propice à l'investissement tel que préconisé dans le <i>Cadre de politiques pour l'investissement</i>.</p>
<p><i>La concertation avec les principaux acteurs s'est approfondie ...</i></p>	<p>Au cours des deux dernières années, des examens des politiques ont été menés par l'OCDE avec la Chine et la Russie et leurs recommandations rendues publiques. La coopération portant sur la politique de l'investissement se resserre avec l'Inde et l'Afrique du Sud.</p>

<p><i>...et des initiatives régionales d'investissement ont été lancées</i></p>	<p>L'Initiative OCDE-MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) sur la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement a été lancée en 2004 sur le modèle du Pacte de l'OCDE sur l'investissement pour l'Europe du Sud-est de façon à garantir l'appropriation locale du programme des réformes, le respect durable des priorités et le suivi des progrès accomplis. L'Initiative OCDE-NEPAD pour l'investissement, lancée récemment, a marqué le début des travaux sur le nouveau cadre d'intégrité pour le développement de l'Afrique.</p>
---	---

### **Renforcer le rôle de l'APD dans la mobilisation de l'investissement au service du développement**

<p><i>Les communautés des donateurs et de l'investissement ont uni leurs efforts pour promouvoir une meilleure utilisation de l'APD au service de l'investissement</i></p>	<p>L'Initiative de l'OCDE pour un investissement au service du développement a rassemblé les communautés des donateurs et de la politique de l'investissement de l'OCDE autour d'un objectif commun : dégager des enseignements sur les moyens d'utiliser plus efficacement l'APD pour créer un environnement propice à l'investissement dans les pays en développement]. Cette concertation a été étoffée par des débats, notamment ceux du Forum mondial sur l'investissement international qui a eu lieu en Inde, en octobre 2004 et devrait encore progresser par le biais de consultations avec les non-Membres et d'autres parties prenantes.</p>
--	---

### **L'avenir est placé sous le signe d'une action commune**

<p><i>L'investissement au service du développement : une stratégie globale qui servira de cadre à la coopération de l'OCDE avec les pays en développement.</i></p>	<p>L'Initiative témoigne de l'importance qu'attachent les Membres de l'OCDE à la coopération avec les non-Membres pour promouvoir l'investissement au service du développement. Elle fera office de stratégie globale et de source d'orientation en matière d'organisation et d'action dans le contexte des efforts déployés par l'OCDE en direction des pays non Membres et dans le domaine du renforcement des capacités. Elle continuera à s'étendre sur plusieurs fronts : la promotion du <i>Cadre de politiques pour l'investissement</i> en partenariat avec d'autres organisations internationales, la concertation avec les principaux pays en développement et les partenaires régionaux émergents, et l'élaboration de bonnes pratiques à l'intention des donateurs sur la mobilisation de l'investissement au service du développement.</p>
--	---

**Annexe 1 (*disponible seulement en anglais*)**  
**Task Force meetings, regional consultations and Global Forum discussions**  
**on the Policy Framework for Investment**  
**November 2003-December 2005**

- November 2003: Global Forum on International Investment, Johannesburg, South Africa (launch of the Initiative on Investment for Development)
- 17 June 2004: First plenary meeting of the Task Force, OECD Headquarters, Paris.
- 23 September 2004: Exploratory discussion of draft background trade policy chapter in the Working Party of the Trade Committee, OECD Headquarters, Paris.
- 19-21 October 2004: Consultation of the Task Force, Global Forum on International Investment, New Delhi, India (focus on trade and competition chapters)
- 8-9 November 2004: Second discussion of draft background trade policy chapter in the Working Party of the Trade Committee in light of the New Delhi Global Forum consultation, OECD Headquarters, Paris.
- 15-16 February 2005: Discussion of the draft background competition policy chapter in the Competition Committee with non-Member participants and in light of the New Delhi Global Forum consultation, OECD Headquarters, Paris.
- 18 February 2005: Exploratory discussion of a draft trade policy checklist in the Working Party of the Trade Committee, OECD Headquarters, Paris.
- 22-23 March 2005: Exploratory discussion of a draft background corporate governance-focussed chapter in the Steering Group on Corporate Governance, OECD Headquarters, Paris.
- 5 April 2005: Final discussion of the draft trade policy checklist in the Working Party of the Trade Committee, OECD Headquarters, Paris.
- 8 April 2005: Second plenary meeting of the Task Force, OECD Headquarters, Paris (discussion of draft trade and competition checklists and exploratory discussion of draft background tax chapter and checklist).
- 31 May 2005: Exploratory discussion of the draft background tax policy chapter in Working Party 2 of the Committee for Fiscal Affairs, OECD Headquarters, Paris.
- 25-26 May 2005: Regional Consultation on the Policy Framework for Investment, Uganda (with NEPAD).
- 13 June 2005: Third plenary meeting of the Task Force, OECD Headquarters, Paris (exploratory discussion of the draft background investment policy, investment promotion, and public governance chapters).
- 5-6 July 2005: Regional Consultation of the Task Force, Indonesia.
- 23 September 2005: Plenary meeting of the Task Force, OECD Headquarters, Paris (TBC).
- 29-30 September 2005: Discussion of the revised draft background public governance chapter in the Public Governance Committee, OECD Headquarters, Paris.
- October 2005: Global Forum on International Investment, Rio de Janeiro, Brazil (focus on bringing together all the chapters of the Policy Framework for Investment and discussing how to start using it for capacity building)
- December 2005: Plenary meeting of the Task Force, OECD Headquarters, Paris.

*Annexe 2 (disponible seulement en anglais)*

**Policy Framework for Investment documentation (as of 6 April 2005)**

OECD Initiative on Investment for Development: Towards a Policy Framework for Investment	DAFFE/IME/TF(2004)1/REV1	Sept 2004
OECD Initiative on Investment for Development: A Policy Framework for Investment: Competition Policy	DAFFE/IME/TF(2004)3/REV1	Mar 2005
OECD Initiative on Investment for Development: A Policy Framework for Investment: Trade Policy	DAFFE/IME/TF(2004)4/REV1	Mar 2005
OECD Initiative on Investment for Development: Progress Report	DAF/INV/TF(2005)1	Mar 2005
Competition Policy for Investment: A Draft Checklist	DAF/INV/TF(2005)2	Mar 2005
Trade Policy for Investment: A Draft Checklist	DAF/INV/TF(2005)3	Mar 2005
OECD Initiative on Investment for Development: A Policy Framework for Investment: Tax Policy	DAF/INV/TF(2005)4	Mar 2005
OECD Initiative on Investment for Development: A Policy Framework for Investment: Corporate Governance	DAF/INV/TF(2005)5	Forthcoming
Tax Policy for Investment: A Draft Checklist	DAF/INV/TF(2005)6	Apr 2005
OECD Initiative on Investment for Development: A Policy Framework for Investment: Investment Promotion and Facilitation	DAF/INV/TF(2005)7	Apr 2005